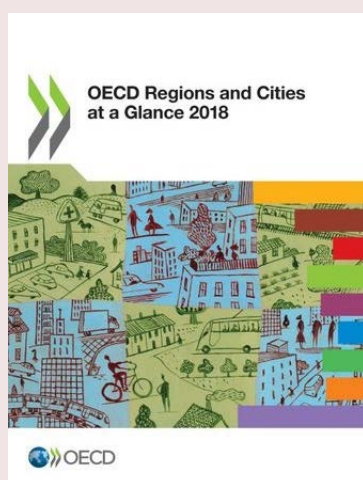




#234 Bulletin du 31 octobre 2018

cget



► **Panorama des régions et des villes 2018 / Regions and cities at a glance 2018.**

OCDE, octobre 2018. 168 p. [en anglais]

Ce rapport examine la manière dont les régions et les villes de l'OCDE progressent vers des économies plus fortes, une meilleure qualité de vie pour leurs citoyens et des sociétés plus inclusives. Cette édition présente des mises à jour régionales et métropolitaines pour plus de 40 indicateurs permettant d'évaluer les disparités au sein des pays et leur évolution depuis le tournant du nouveau millénaire.

Le rapport montre également que les écarts régionaux en termes de PIB par habitant se sont creusés en France ces 16 dernières années alors que la tendance dans les autres pays de la zone OCDE est inverse. La France occupe la 7^e place sur 33 pays de l'OCDE des pays présentant les plus fortes disparités régionales en termes de PIB par habitant.

► [Le rapport en ligne](#) ► [Le rapport en pdf](#)

Cohésion et action sociale

► **L'organisation territoriale de la république en matière d'action sociale à l'heure des métropoles.**

Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des départements et métropoles (Andass) ; Association nationale des cadres communaux de l'action sociale (Anccas) ; Institut national des études territoriales (Inet). Octobre 2018. 95 p.

La présente étude, réalisée en partenariat avec France Urbaine et de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), est consacrée à l'organisation territoriale de la République en matière d'action sociale. Son objectif principal est de rendre compte de la manière dont les territoires métropolitains ont mis en œuvre l'obligation prévue par la loi NOTRe de transférer ou de déléguer des compétences sociales, des conseils départementaux en matière d'action sociale aux métropoles.

Collectivités territoriales

► **L'institution départementale à l'heure métropolitaine : quelles perspectives ? Etude pour l'Assemblée des départements de France.**

Arnaud Duranthon.

Assemblée des départements de France (ADF). Octobre 2018. 131 p.

Face aux évolutions, dont l'enchaînement s'opère à un rythme soutenu et qui perturbent un cadre longtemps resté relativement stable, le risque est fort pour les départements de se trouver désormais divisés dans la détermination de leur positionnement, séparés entre un ensemble soucieux de mettre en évidence ses facultés d'adaptation pour défendre l'institution et un ensemble plus soucieux d'opposer au nouveau cours des choses les structures théoriques historiques du département. La difficulté est en effet grande, pour cette institution, à définir son positionnement face aux évolutions connues par le processus de décentralisation. La présente étude veut, par l'éclairage et la mise en perspective des enjeux, aider à cette définition en focalisant l'analyse sur l'un des principaux enjeux auxquels les départements sont confrontés : le développement du phénomène métropolitain.

Développement durable - Climat

► Adapter la mobilité d'un territoire au changement climatique.

Cerema. Octobre 2018. Coll. Connaissances. 78 p.

Dans le contexte actuel de changement climatique, la question de l'évolution de la mobilité se pose à toutes les échelles du territoire. A partir de retours d'expériences en France et de comparaisons internationales, cet ouvrage propose des questionnements, des méthodes et des leviers pour adapter la mobilité du territoire face à cet enjeu majeur.

Développement territorial

► Territoires : ces entrepreneurs « capricieux » qui réussissent loin des métropoles.

Anne Albert-Cromarias ; Alexandre Asselineau.

***The Conversation*, 22 octobre 2018. En ligne**

À l'heure des clusters et de la constitution de grands ensembles, sommes-nous condamnés à vivre dans un pays composé d'une poignée de grandes métropoles polluées et surpeuplées, entourées d'un grand « vide », faute d'emplois et de dynamisme ? Tout pourrait le laisser penser, surtout lorsque les élus locaux font de la question de l'attractivité territoriale leur Graal. Pourtant, et fort heureusement, des entrepreneurs « capricieux » décident de sortir de sentiers trop battus : ils s'installent en milieu rural... et réussissent. Ne faut-il pas voir en eux des aventuriers des temps modernes ?

Education

► Panorama des inégalités scolaires d'origine territoriale en France.

Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse - Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco). Octobre 2018. Pagination multiple.

Les inégalités scolaires d'origine territoriale sont peu explorées et demeurent parfois taboues dans une République une et indivisible. Aussi, le Cnesco a conduit une évaluation très fine des disparités scolaires d'origine territoriale en Île-de-France en se fondant sur la plus petite unité géographique établie par l'Insee, appelée Iris. Ce découpage permet de révéler des inégalités invisibles à des niveaux d'études territorialement plus agrégés (par exemple au niveau communal). Cette évaluation s'est appuyée sur un éclairage national des inégalités socio-spatiales à l'école. Elle révèle que dans des contextes socio-spatiaux et démographiques inégaux, l'Éducation nationale et les collectivités territoriales déploient des ressources (humaines, budgétaires, offre de formation...) qui s'avèrent très variables selon les territoires. Ces fortes inégalités de ressources éducatives se développent par ailleurs aux côtés de disparités importantes dans l'orientation et la réussite scolaire.

► [Dossier ressources complet](#) ► [Dossier de synthèse France](#) ► [Dossier de synthèse Ile-de-France](#)

Grand Paris

► Pour une gouvernance partagée du Grand Paris : des communes aux communs.

Jean-Louis Missika ; Pierre Musseau ; Marion Waller.

Telos, 22 et 23 octobre 2018. En ligne

Un rapide retour sur l'histoire récente de la Métropole met en lumière une lacune majeure : le manque de coopération entre les différents acteurs, qu'il s'agisse des différentes institutions politiques entre elles, ou de la relation entre le monde politique et le monde économique. La dynamique d'une métropole dépend de la volonté et de la capacité de tous les acteurs, de toutes les parties prenantes, à travailler ensemble et ils ont besoin pour cela d'une gouvernance partagée et de puissants outils de coopération. Dès lors, quelles solutions peuvent être envisagées pour faire évoluer favorablement la situation ? Le préalable est d'admettre que pour renouer le dialogue, il faut mobiliser toutes les parties prenantes et pas seulement les élus et les hauts fonctionnaires, il faut également que la conversation soit globale et qu'elle débouche sur des orientations claires et partagées. Il devient nécessaire par exemple d'inventer des forums où les maires aient leurs places mais aussi les autres organisations publiques, les acteurs privés et la société civile. Au final, les auteurs préconisent d'asseoir la gouvernance du Grand Paris sur trois piliers principaux : un Collège des territoires, une Conférence des parties et une Haute autorité métropolitaine, avec à l'esprit, une mission essentielle et constante : la gestion et la préservation des communs métropolitains.

► Première partie : "Gouverner les communs urbain"

► Deuxième partie : "Comment mettre en œuvre la métropole plateforme"

► Logement et emploi dans la Métropole du Grand Paris.

Sandrine Beauvils ; Mireille Bouleau ; Jérémy Courel.

IAU-IDF ; Métropole du Grand Paris. Septembre 2018. 61 p.

La Métropole du Grand Paris, engagée dans l'élaboration de son programme métropolitain de l'habitat et de l'hébergement (PMHH), a souhaité associer l'Institut d'aménagement et d'urbanisme Île-de-France pour inscrire sa démarche dans une vision régionale des enjeux croisés de l'habitat et de l'emploi. En effet, la capacité de chaque territoire à répondre à la diversité des besoins en logement de ses actifs est aujourd'hui au cœur des objectifs de la planification régionale. A cet effet, le présent rapport alimente la réflexion autour des questions relatives aux politiques de l'habitat et de programmation urbaine qui permettraient une meilleure articulation entre développement résidentiel et économique dans cadre du Grand Paris.

► En complément, on peut se référer également à l'étude : [Métropolisation et habitat. Contribution au diagnostic du programme métropolitain de l'habitat et de l'hébergement \(PMHH\)](#), publiée également en septembre 2018 (68 p.).

Habitat - Logement

► Des conditions de logement plus dégradées dans les quartiers prioritaires.

CGET - Observatoire national de la politique de la ville (ONPV).

En détail, octobre 2018. 16 p.

Parmi les enseignements essentiels de cette étude, il est à noter, qu'en QPV, trois ménages sur quatre sont locataires du parc social, contre moins de un sur cinq dans le reste des unités urbaines englobantes. Bien que les logements collectifs soient en moyenne plus grands en quartier prioritaire, les logements sont plus souvent surpeuplés, plus vétustes et cumulent plus de défauts graves de confort que ceux des autres quartiers. Par ailleurs, les ménages des quartiers prioritaires consacrent une part plus importante de leur revenu au logement, même si l'on tient compte des aides au logement dont ils sont le plus souvent bénéficiaires. Ainsi, malgré un coût du logement moindre en QPV, les revenus plus faibles des habitants engendrent un taux d'effort supérieur à celui des ménages des autres quartiers.

► 11 millions de personnes sont locataires d'un logement social

Insee - Pauline Delance, division Méthodes et référentiels géographiques.

Insee Première, n° 1715. 24 octobre 2018. 4 p.

En 2016, en France, 10,7 millions de personnes sont locataires d'un logement social. Le parc social comprend 4,5 millions de logements, soit 16 % de l'ensemble du parc de logements occupés. Les logements sociaux sont relativement plus présents dans les grandes unités urbaines de plus de 200 000 habitants, qui concentrent 57 % du parc social. Le taux de pauvreté est plus élevé chez les locataires du parc social que pour les autres catégories d'occupants : il atteint 35 %, contre 23 % pour les locataires du secteur libre et 7 % chez les propriétaires occupants.

Ruralité

► L'intervention sociale en milieu rural. Des approches, des moyens et des méthodes spécifiques ?

Brigitte Bouquet ; Patrick Dubéchet.

Vie sociale. 2018/2. 180 p.

Les chercheurs, les acteurs locaux, les intervenants sociaux disent que le monde rural, s'il présente parfois certaines difficultés (pauvreté, santé, mobilité, repli sur soi), comporte aussi des espaces intermédiaires ou des campagnes péri-urbaines à dynamisme démographique fort. C'est également un espace propice à l'innovation et aux expérimentations. Quatre axes d'analyse structurent ce numéro :
 – Des travailleurs sociaux en milieu rural confrontés à des situations spécifiques – Recompositions démographiques, socio-spatiales, qui transforment les espaces de vie : enjeux et impacts sur l'intervention sociale – Des réformes territoriales qui modifient le paysage institutionnel – Des dynamiques et pratiques innovantes dans les espaces de vie ruraux : quels rôles pour les travailleurs sociaux ?

Territoires

► Les visages multiples de la justice spatiale - The multiple faces of spatial justice.

M. Morange ; B. Bret ; J. Gardin et al.

Justice spatiale / spatial justice, n° 12, juillet 2018. En ligne

Ce numéro se donne pour objectif principal de montrer les « visages » multiples de la justice spatiale, la diversité des approches possibles et les débats suscités. Dans le dossier qu'il inclut, on pourra ainsi retrouver des textes d'analyse, dont celui de Marianne Morange et Aurélie Quentin qui s'interroge sur la normativité des sciences sociales à partir des usages de l'expression « justice spatiale » en géographie ces vingt dernières années. D'autres contributions ouvrent également des axes de réflexion et de recherche, notamment celle de Bernard Bret sur la notion d'échelles géographiques. Une place de choix est réservée aux exemples internationaux, avec notamment le texte de Carlos Salamanca et Francisco Pizarro sur l'Amérique latine où la notion de justice spatiale a connu un déploiement tout particulièrement important et singulier.

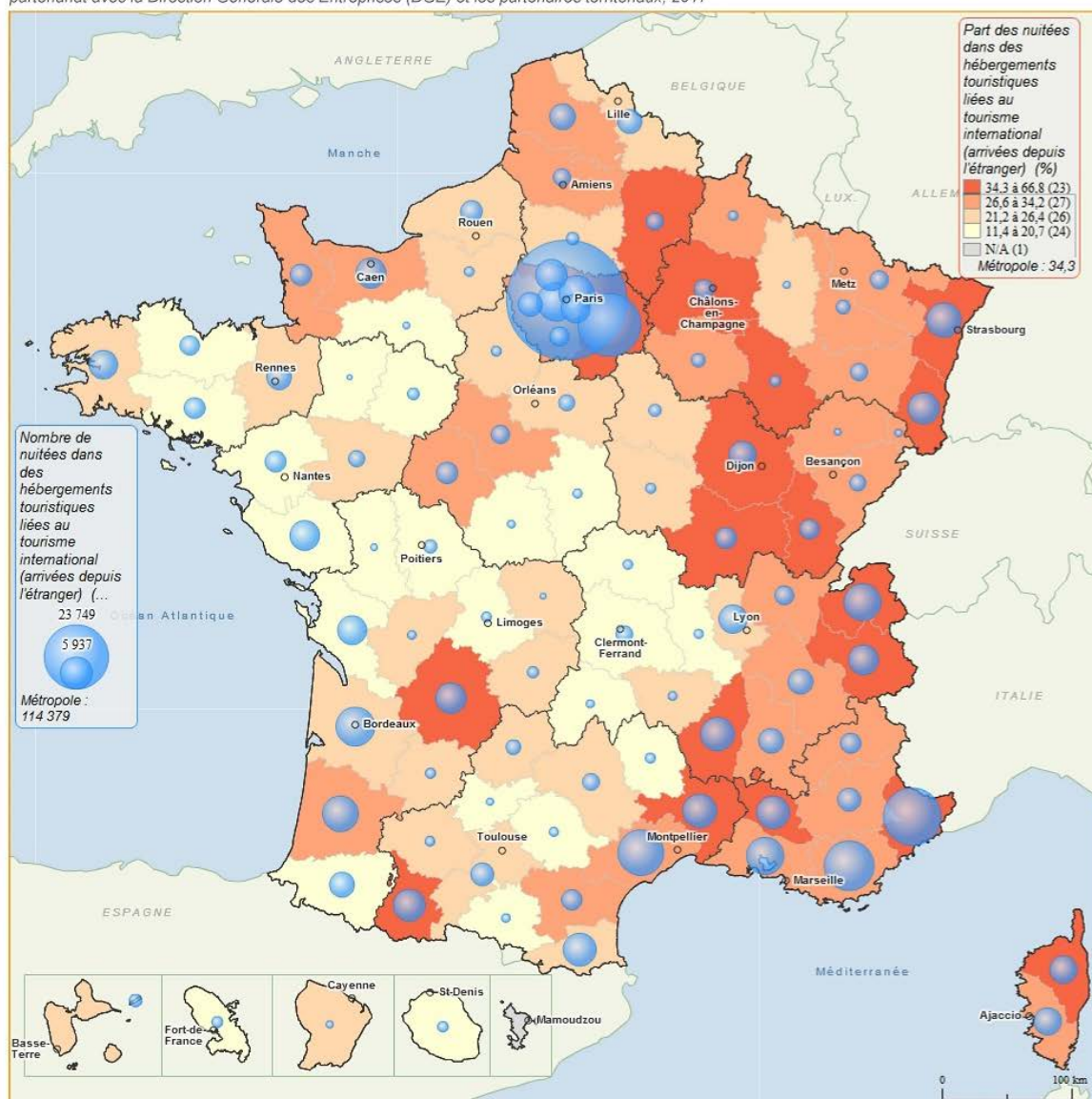
Tourisme

Une carte, un focus

► Dans les valises de l'Observatoire des territoires : focus sur le tourisme en France.

1 - Part des nuitées dans des hébergements touristiques liées au tourisme international (arrivées depuis l'étranger) - source : Insee en partenariat avec la Direction Générale des Entreprises (DGE) et les partenaires territoriaux, 2017

2 - Nombre de nuitées dans des hébergements touristiques liées au tourisme international (arrivées depuis l'étranger) - source : Insee en partenariat avec la Direction Générale des Entreprises (DGE) et les partenaires territoriaux, 2017



Avec près de 87 millions de touristes étrangers en 2017, la France est la première destination touristique mondiale. Ce que l'on sait moins, c'est que le tourisme national, c'est-à-dire les Français allant visiter les régions et départements du pays, est un secteur très dynamique participant largement à l'activité touristique hôtelière du pays. Sur les quelques 334 millions de nuitées « touristiques » enregistrées en 2017 dans des hôtels et campings, près des 2/3 sont le fruit de déplacement internes au pays alors qu'à peine 1/3 est le fruit d'étrangers venant visiter notre patrimoine naturel et culturel. Plus intéressant encore, ces deux « tourisms » (national et étranger) n'ont pas les mêmes géographies. Alors que nos visiteurs étrangers préfèrent passer leur temps à Paris, en Seine-et-Marne (Disneyland), le long de la Côte-d'Azur ou dans les vignobles de renommée internationale (Champagne, Bordelais, Côte de Beaune, Alsace), les touristes français plébiscitent les littoraux (Bretagne, golfe de Gascogne, golfe du Lion). Les Alpes comptent parmi les régions géographiques les plus équilibrées où tourisme international et national sont tous deux très présents. Bref, vous savez désormais où vous rendre pour rencontrer la planète entière : Paris, Dijon ou Nice, à vous de choisir !

► **Nuitées dans des hébergements touristiques liées au tourisme international**

► Nuitées dans des hébergements touristiques liées au tourisme national

► Performance touristique et gestion du territoire français : l'impact de la réforme NOTRe.

Auréliide Corne.

Gestion et management public, 2018/1 (Volume 6 / n° 3), pp. 35-50.

Le but de cet article est d'analyser la performance du secteur touristique et hôtelier français à travers une approche régionale et de s'interroger sur l'impact de la réforme territoriale NOTRe. Désormais, une bonne gestion des ressources est nécessaire afin que la France renforce sa position de première destination mondiale et améliore sa compétitivité. Cet article propose ici une étude des gains de performance touristique potentiels dans le cadre des fusions des régions françaises.

Urbain

► Revue *Métropoles* : 10 ans, numéro hors-série anniversaire.

Stéphane Cadiou et Julie Pollard (sous la dir.)

Métropoles, hors-série. Octobre 2018. En ligne

Quelles sont les dynamiques constitutives des études urbaines en France ? Quels sont les questionnements, les approches méthodologiques et les références théoriques qui caractérisent aujourd'hui ce champ d'étude ? Comment ce champ s'articule-t-il avec les débats qui animent communauté internationale, et particulièrement anglophone ? Ce numéro Hors-série, conçu pour le dixième anniversaire de la revue, propose de revenir sur les études urbaines en France. Il ouvre également des pistes de recherche et suggère des terrains peu couverts pour qui s'intéresse aux phénomènes urbains et métropolitains. Quatre grands axes structurent ce numéro. Le premier ensemble d'articles situe la trajectoire de *Métropoles* au regard de l'évolution de ses ambitions et de ses contenus, ainsi que du contexte éditorial. Le deuxième rassemble des enquêtes de terrain, qui interrogent collectivement les conditions d'une critique dans les études urbaines. La troisième partie du numéro s'attache aux enjeux de la métropolisation dans des villes du Sud, en explorant des terrains peu couverts jusque-là dans la revue. Enfin, plusieurs portraits clôturent ce numéro. Ils invitent à repenser les frontières disciplinaires et les interfaces avec le monde social et politique.

Actualité législative et parlementaire

► [Décret n° 2018-913 du 24 octobre 2018](#) relatif aux attributions du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

► [Arrêté du 17 octobre 2018](#) portant nomination au cabinet du ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement

► [Question écrite](#) (Sénat) de M. Philippe Dallier relative à la mise en place des conseils citoyens et des formations de l'école du renouvellement urbain.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquelquesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)